



Bréf.

Lettre d'information et de réflexion
de Martial Passi



TÉLÉPHONIE MOBILE

Pour une couverture équitable des territoires

Une consultation a été lancée par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) sur l'usage des bandes fréquences affectées aux opérateurs de téléphonie mobile. Les associations d'élus locaux ont demandé que soient renforcées les obligations pour les opérateurs mobiles de couvrir l'ensemble du territoire français, afin de réduire l'écart croissant entre les communes rurales et les zones urbaines.

[Bréf, l'accès à Internet et au numérique pour tous est une exigence républicaine.]

BAISSE DES DOTATIONS D'ÉTAT

Les élus mobilisés au service des territoires et des populations

Une délégation de l'association des maires de France (AMF) a rencontré le Premier ministre, pour l'alerter sur les conséquences graves de la baisse des dotations d'État aux collectivités locales et lui demander un allègement et un étalement de cette baisse de 28 milliards d'euros. Les représentants de l'Association des petites villes de France (APVF) ont transmis la même demande au président de la république.

[Bréf, il est urgent de mobiliser les moyens pour les collectivités locale, afin de leur permettre d'accomplir leurs missions de service public et d'aménagement du territoire.]

NOUVELLE LOI

Stationnement PMR

Le Parlement a définitivement adopté la loi permettant la gratuité du stationnement, partout en France, sur toutes les places pour les personnes handicapées, avec une entrée en vigueur dans 2 mois. Les personnes titulaires de la carte européenne de stationnement pourront stationner gratuitement sur l'ensemble des places ouvertes au public, et pas seulement sur les places réservées aux handicapés.

[Bréf, cette loi est une avancée pour les personnes à mobilité réduite.]

NOUVELLE LOI

Communes nouvelles

La loi améliorant le statut des communes nouvelles a été publiée le 17 mars 2015 au Journal officiel. Un pacte financier visant à impulser les projets de commune nouvelle permettra aux collectivités, créées avant le 1^{er} janvier 2016, de ne pas subir la baisse des dotations de l'Etat. Les maires des communes déléguées pourront être automatiquement adjoints au maire de la commune nouvelle.

[Bréf, asphyxie financière des collectivités locales, réforme territoriale sans concertation, dénigrement des élus locaux : ancienne ou nouvelle, la commune est menacée dans son existence même.]

PROJET DE LOI SANTÉ

Les élus mobilisés contre les déserts médicaux

L'Association des Petites Villes de France appelle à un renforcement des engagements en matière de réduction des déserts médicaux et de concertation avec les Agences régionales de santé. Les élus rappellent le rôle essentiel des établissements de proximité et proposent l'instauration de Zones Prioritaires de Santé permettant de renforcer l'offre de soins.

[Bréf, l'égalité d'accès pour tous à des soins de qualité passe par le renforcement des services et des établissements de proximité.]

PROJET DE LOI NOTRE

Dilution des communes

L'Association des maires de France dénonce l'accumulation de mesures déconnectées des réalités du terrain programmant la dilution des communes dans de grandes entités intercommunales, avec :

- l'élection au suffrage universel des élus des intercommunalités,
- le seuil de 20.000 habitants pour les intercommunalités.

[Bréf, les communes, creuset de démocratie, échelon républicain de proximité, collectivités préférées des Français, doivent être préservées et renforcées.]